



Rapport de gestion 2024 de l'Initiative des villes pour la politique sociale

1. Thèmes de politique sociale, consultations et auditions

En 2024, l'Initiative des villes pour la politique sociale a traité plusieurs thèmes de politique sociale, en particulier :

Enfants et jeunes : L'assemblée d'automne, à Genève, avait pour thème « Droits de l'enfant - Comment les villes peuvent prendre en compte les droits de tous les enfants ». Les discussions ont notamment évoqué la situation des enfants défavorisés et vulnérables. Par ailleurs, l'Initiative des villes a participé à l'étude de la Charte Aide Sociale « La situation matérielle des enfants et des jeunes à l'aide sociale ».

Politique des addictions : Il est facile aujourd'hui de se procurer de la cocaïne, du crack et de la freebase. Cette situation remet la politique en matière d'addiction sur le devant de la scène. Le Comité a demandé la rédaction d'un livre blanc concernant ces drogues et le problème de leur consommation dans l'espace public. Ce document doit compiler les bases de la politique en matière d'addiction, les approches innovantes dans l'aide aux addictions et des exemples de travail de proximité (p. ex. locaux de consommation) développés dans les villes. Il s'agit surtout de fournir une aide aux municipalités de petite et moyenne tailles.

Asile et intégration : En collaboration avec l'Union des villes suisses, l'Initiative des villes pour la politique sociale s'est engagée pour favoriser l'intégration des villes dans le développement de la stratégie globale en matière d'asile. Le domaine de l'asile relève d'une tâche commune impliquant les trois niveaux étatiques mais où les villes tiennent le rôle principal.

Santé et aide sociale : La santé des bénéficiaires de l'aide sociale a constitué le thème de l'assemblée de printemps, à Schaffhouse, mais figure aussi au centre du rapport sur les indicateurs de l'aide sociale, dont le chapitre spécial développe notamment la question des troubles psychiques.

L'Initiative des villes pour la politique sociale s'est aussi engagée pour assurer la prolongation de la « Plateforme nationale contre la pauvreté » et a participé à l'élaboration du document de positionnement concernant l'intégration de l'Union des villes suisses. Toujours à l'ordre du jour figuraient également l'intervention parlementaire « La pauvreté n'est pas un crime », le financement des crèches et la révision des prestations complémentaires dont l'enjeu est le maintien des soins à domicile. En collaboration avec l'Union des villes, l'Initiative des villes a examiné le « réexamen des tâches et des subventions » lancé par le Conseil fédéral, projet qui affecte sensiblement la politique sociale et entraînerait un transfert de charges vers les cantons et les communes (notamment le forfait global Asile, le financement des crèches, la promotion des compétences élémentaires).



L'Initiative des villes pour la politique sociale s'est exprimée à l'attention de l'Union des villes dans le cadre des consultations suivantes :

- Modification de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail
- AVS, adaptations des rentes de veuve et de veuf
- Assurance-maladie des personnes détenues
- Mise en œuvre de la 13^e rente AVS
- Urgences hospitalières. Taxe pour les cas bénins
- Proposition de mise en œuvre « La pauvreté n'est pas un crime »

2. Comité

Le Comité de l'Initiative des villes pour la politique sociale se composait comme suit :

- Nicolas Galladé, Winterthour, PS, président, depuis 2010
- Émilie Moeschler, Lausanne, PS, vice-présidente, depuis 2021
- Mirjam Ballmer, Fribourg, Verts, depuis 2021
- Raphael Golta, Zurich, PS, depuis 2014
- Sonja Lüthi, Saint-Gall, PVL, depuis 2018
- Martin Merki, Lucerne, PLR, depuis 2012 ; retrait en 2024
- Franziska Teuscher, Berne, Verts, depuis 2013 ; retrait en décembre 2024

Membres adjoints sans droit de vote :

- Franziska Ehrler, des questions sociales, Union des villes suisses
- Thomas Birchler, GT Indicateurs / président GT Responsables administratifs
- Christelle Joly, Coordination Romandie
- Katharina Rüegg, directrice

En 2024, le Comité s'est réuni à cinq reprises et a siégé une fois avec le Bureau du groupe de travail Responsables administratifs. Outre les thèmes et consultations mentionnés ci-avant, le Comité a examiné au fil de ses séances notamment :

- la révision des statuts en cours, qui vise à faire passer le nombre des membres du comité de sept à neuf pour assurer une représentation régionale et politique plus large
- le recrutement ciblé de membres et l'admission de nouvelles villes membres
- impulsions stratégiques dans la politique des addictions, l'asile et l'intégration ainsi que dans les mesures de prévention sociale.

3. Secrétariat

En 2024, le secrétariat, dirigé par Katharina Rüegg, a coordonné l'ensemble des tâches administratives et de communication centrales. Il s'est agi notamment d'organiser les séances



ordinaires du Comité et les affaires statutaires des assemblées générales, de coordonner les différents groupes de travail et les partenaires externes et d'assurer la planification. L'une des activités majeures du secrétariat consiste à concevoir et mettre en œuvre des conférences qui visent à approfondir en substance des thèmes sociopolitiques. Le soutien aux membres, les relations publiques et la mise à jour du contenu du site web staedteinitiative.ch comptent en outre parmi les tâches courantes.

4. Assemblées et événements

L'**assemblée de printemps 2024** s'est tenue le 7 juin, à Schaffhouse, sous le titre « La santé des bénéficiaires de l'aide sociale ». La nécessité d'améliorer les interfaces entre le secteur social et le secteur de la santé ne faisait aucun doute. Et ce, au profit non seulement des bénéficiaires de l'aide sociale mais aussi des professionnels des deux domaines. « La maladie rend pauvre et la pauvreté rend malade ». Le lien entre les problèmes de santé et les situations de précarité économique constituait la question centrale. Les services sociaux se voient souvent confrontés à des personnes souffrantes. Parallèlement, les médecins généralistes constatent qu'ils consacrent beaucoup de temps aux problèmes sociaux de leurs patients. Hôte de l'assemblée, Christine Thommen, directrice des Affaires sociales et de la sécurité de la municipalité de Schaffhouse, a pu évoquer le projet « Antennes régionales » de la Conférence nationale suisse des ligues de la santé. Les expériences tirées du projet pilote de Schaffhouse montrent qu'il est possible de stabiliser les personnes qui présentent une situation problématique complexe aux niveaux social et sanitaire. Les approches les plus prometteuses consistent à associer les composantes sociales et médicales et à accompagner les personnes individuellement.

L'**assemblée d'automne 2024** s'est tenue le 13 septembre à Genève. Les droits de l'enfant et leur mise en œuvre dans les villes étaient au cœur du programme. La cinquantaine de municipaux et de spécialistes qui y ont participé ont souligné l'actualité du sujet et la nécessité de renforcer l'engagement des villes en faveur des enfants. Genève, ville hôte de l'assemblée, célébrait cette année le 100^e anniversaire de la Déclaration de Genève, dont est issue la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. Dans son discours d'ouverture, la maire Christina Kitsos a rappelé combien les enfants restent les premières victimes des crises politiques, sociales et climatiques, dans le monde comme chez nous. Des ateliers ont permis de montrer, à l'aide d'exemples concrets, le rôle central des villes dans la protection des enfants et leur participation à la société. Constat : une mise en œuvre globale des droits de l'enfant implique de nombreuses interfaces, comme l'accueil préscolaire et parascolaire, les institutions et offres publiques ou l'aide sociale.

5. Participation à et collaboration avec des organes (socio-)politiques

L'Initiative des villes pour la politique sociale est une section de l'Union des villes suisses. La collaboration entre les institutions est très étroite, notamment dans les contacts avec la politique fédérale et l'administration fédérale. Grâce également à sa coopération avec d'autres organisations (socio-)politiques, l'Initiative des villes pour la politique sociale a pu faire valoir



efficacement ses revendications clés au niveau fédéral. Elle a siégé au sein des associations et organes suivants :

- Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales CDAS (Comité et Commission consultative CoCo)
- Collaboration interinstitutionnelle CII (comité de pilotage, comité de développement et de coordination)
- Commission fédérale pour les questions de migration
- Dialogue national sur la politique sociale
- Charte Aide Sociale
- Plateforme nationale contre la pauvreté (groupe d'accompagnement et groupes de projet)
- Monitoring national de la pauvreté
- Modernisation de la Statistique suisse de l'aide sociale (groupe de pilotage et groupes de travail)
- Groupe de travail Suivi du système d'asile
- Groupe de travail Réinstallation
- Réseau social européen

L'Initiative des villes pour la politique sociale entretient d'excellentes relations également avec la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), l'Association des communes suisses et l'Union patronale suisse.

6. Effectif des membres en 2024

Total des membres au 31.12.2024 : 60

Adhésions : 2

Sorties : 0

Adhésions : Regensdorf et Vevey, dès le 1^{er} janvier 2024

Adhésions en 2025 : Opfikon (dès le 1.1), Altdorf (dès le 1.3)

Pour le rapport de gestion de l'Initiative des villes pour la politique sociale : Rüegg Katharina, 10 mars 2025

7. Rapport annuel du Groupe de travail et du Bureau Responsables administratifs

Thomas Birchler / Le groupe de travail (GT) Responsables administratifs de l'Initiative des villes pour la politique sociale jette un regard rétrospectif sur une année riche en événements. Au cours de trois séances au total (deux en distanciel et une en présentiel à Berne), les membres du GT se sont penchés sur les défis actuels et des approches innovantes en matière de politique sociale.

Thèmes principaux



Parmi les principaux thèmes traités ont figuré le logement et le sans-abrisme, l'aide personnelle en guise de prévention et la participation des personnes concernées. La première séance, en mars, a été consacrée principalement au projet pilote *Housing First*, mis en place à Bâle et présenté comme un modèle réussi d'intégration durable des sans-abri.

En mai, une délégation du GT Responsables administratifs s'est rendue en Albanie. Ce voyage de formation a permis aux membres d'avoir un aperçu des défis auxquels est confronté ce pays en transition ainsi que des avancées acquises dans la politique sociale et au niveau des services sociaux. Marquée par les migrations internes, les inégalités économiques et un taux de chômage élevé chez les jeunes, l'Albanie s'est présentée comme un pays en mutation, soutenu par des coopérations internationales comme Swisscontact et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les rencontres avec des professionnels locaux, des représentants d'ONG et des services gouvernementaux ont donné une impulsion précieuse en faveur d'une politique sociale participative et durable. Ce voyage a mis en évidence l'importance de la coopération internationale et des approches innovantes pour renforcer les systèmes sociaux et les communautés.

En juillet, le GT Responsables administratifs s'est consacré à l'approche préventive suivie par l'aide sociale sur le terrain à Berne. Parmi les exemples cités : l'introduction à Bienne d'ateliers de groupe et d'offres d'occupation à bas seuil, qui servent à ouvrir des perspectives et à intégrer socialement.

En octobre, le groupe a finalement mis l'accent sur la participation. Le projet Pauvreté-Identité-Société de l'organisation ATD Quart Monde a révélé à quel point les gens se sentent renforcés lorsqu'ils ont la possibilité de participer à l'élaboration de leurs conditions de vie. Dans ce cadre, l'importance des structures favorisant la confiance dans le travail social a aussi été soulignée.

Forum CSIAS et Initiative des villes

Deux Forum CSIAS et Initiative des villes ont eu lieu en 2024, consacrés aux défis actuels de la politique sociale. Le premier forum, qui s'est tenu à Winterthour en avril, s'est concentré sur les stratégies de recrutement et de fidélisation des travailleurs sociaux. Au nombre des approches innovantes présentées se trouvent notamment des nouvelles méthodes de recrutement et des mesures visant à améliorer la satisfaction au travail dans les services sociaux.

Organisé en septembre à Reinach (BL), le deuxième forum a traité de l'avenir des services sociaux et de leur adaptation à l'évolution du contexte social. Les discussions ont porté sur la transformation numérique, la pénurie de personnel qualifié et l'intégration de nouvelles méthodes dans le travail social. Les deux événements ont offert des opportunités d'échange et de développement de stratégies communes.

Développement organisationnel

Il est ressorti de l'enquête sur la structure des séances une préférence pour un fonctionnement hybride, avec deux réunions en présentiel et une réunion en distanciel par an. Ce



mode a été pris en compte dans la planification 2025. Thomas Birchler a été confirmé à la présidence, et Lukas Halter de Regensdorf a rejoint le comité. Le GT Responsables administratifs bénéficie depuis le printemps 2024 de l'assistance de Mirjam Frey dans les questions d'organisation et d'administration.

8. Aide sociale dans des villes suisse, rapport sur les indicateurs

Thomas Birchler / Les indicateurs 2023 – présentés lors d'une conférence de presse en octobre 2024 à Berne – révèlent une évolution réjouissante : dans la plupart des villes, le taux d'aide sociale est à son niveau le plus bas depuis de nombreuses années. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a baissé en moyenne de 4,3 % en 2023, une évolution qui tient à un marché du travail en plein essor et à l'action efficace des services sociaux municipaux. Les programmes d'insertion professionnelle et l'assistance individuelle dans les situations de crise ont largement contribué au retour de nombreuses personnes à l'indépendance économique.

Mais le thème spécial de cette édition met également en lumière les défis à relever : environ la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale souffrent de troubles psychiques, même graves pour un quart d'entre eux. Ces cas, en nombre croissant, requièrent non seulement des compétences spécialisées mais aussi une meilleure collaboration avec les services de santé. Le rapport souligne la nécessité d'agir pour combler les lacunes dans les soins psychiatriques et insiste sur le rôle des services sociaux dans la coordination de systèmes d'aide complexes.

Le rapport sur les indicateurs a pendant longtemps été rédigé par la Haute école spécialisée bernoise ; celle-ci a toutefois mis fin à son mandat. C'est pourquoi la partie standard du rapport actuel a été rédigée pour la première fois par l'Office fédéral de la statistique, tandis que le chapitre spécial a été élaboré sous la direction de Michelle Beyeler.

9. Réseau Romandie

Christelle Joly / Depuis 2024, la coordination romande est assurée par Christelle Joly, qui assure également le lien entre le comité, les différents groupes de travail et les villes membres en particulier pour la Romandie.

Le groupe de travail Romandie, initié en tant que projet pilote en 2019, a poursuivi son travail en 2024 sous une forme désormais pérennisée. Deux séances ont eu lieu en 2024. Les villes suivantes ont participé aux rencontres : Neuchâtel (présidence), Genève, Bienne, Yverdon-les-Bains, Sion, Lausanne, La Chaux-de-Fonds, Fribourg. Le travail sur les indicateurs de l'aide sociale a continué et sera pérennisé pour les années 2024 et 2025, avec le concours de Michelle Beyeler, de l'Université de Zürich. Le groupe de travail permet également des échanges fructueux entre les responsables des services sociaux des villes membres.

Plusieurs villes romandes se sont impliquées dans la réussite de l'assemblée d'automne, à Genève, sur le thème des droits des enfants. À l'appel de la Ville de Genève, plusieurs villes



romandes se sont mobilisées pour signer la Déclaration des droits des enfants 2024, actualisée pour une large communication le jour des droits des enfants, le 20 novembre 2024.

La vice-présidente Emilie Moeschler participe à l'Advisory Board du projet de recherche national de la Haute école de travail social et de la santé à Lausanne (HETSL) « Fit for crises? Sur les conséquences du COVID sur les politiques sociales » et y représente l'Initiative des villes pour la politique sociale.